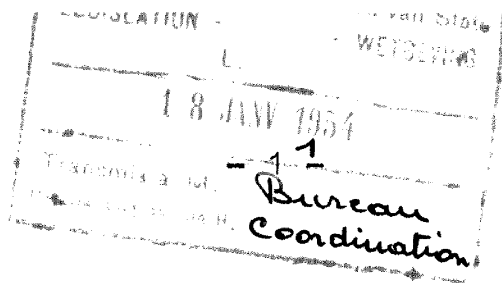


VVV.



L. 4023/1.

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre des Finances, le 19 décembre 1953, d'une demande d'avis sur un projet de loi "sur les pensions des fonctionnaires, employés et ouvriers civils de l'Etat et de leurs ayants droit", a donné le 30 décembre 1953 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 19e December 1953 door de Minister van Financiën verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "op de pensioenen van de burgerlijke ambtenaren, beambten en werklieden van de Staat en van hun rechtverkrijgenden", heeft de 30e December 1953 het volgend advies gegeven :

Le projet de loi est le fruit des études d'une commission instituée par un arrêté royal du 10 février 1951. Il est destiné à remplacer la loi du 21 juillet 1844 en ce qui concerne les "fonctionnaires, employés et ouvriers civils des services de l'administration générale du Royaume".

L'exposé des motifs indique huit innovations importantes par rapport au régime actuellement en vigueur. Il annonce d'autres projets réglant les pensions du personnel enseignant, de la magistrature, du Conseil d'Etat, du Conseil des mines, de la Cour des comptes, du clergé, des gouverneurs de province, des commissaires d'arrondissement, des militaires et des gendarmes, du personnel des provinces et des communes et, enfin, du personnel des organismes parastatux. Ces projets que le Conseil d'Etat ignore, s'inspireront des principes qui sont à la base du présent projet.

Le Conseil d'Etat est donc appelé à donner son avis sur un fragment d'une réforme d'ensemble. Etant donné l'importance des problèmes juridiques qui sont posés, il eût été souhaitable que la section de législation ait pu donner à certaines dispositions une rédaction plus précise et une forme plus juridique. Le Gouvernement ayant exprimé le vœu de recevoir l'avis le 5 janvier 1954, le Conseil d'Etat doit se borner à formuler quelques observations générales sans pouvoir présenter des textes nouveaux ni déterminer avec précision le champ d'application de la loi.

+

+

+

.../...

En général, la terminologie du projet ne s'accorde pas avec celle des différents statuts administratifs ou pécuniaires qui régissent actuellement la situation du personnel auquel le projet s'applique. Il serait donc nécessaire de revoir cette terminologie.

+

+ +

A l'article 1er, il conviendrait de remplacer les mots "les fonctionnaires, employés et ouvriers civils" par "les membres du personnel civil".

Au lieu de dire "services de l'administration générale du Royaume", il conviendrait de dire "services de l'Etat". Ces termes devraient être définis et, à cette fin, on pourrait s'inspirer de la définition donnée par l'article 3 de l'arrêté royal du 16 février 1953 portant statut pécuniaire du personnel des ministères.

En vertu de l'article 1er, les membres du personnel auxquels le projet s'applique ont le droit d'exiger leur mise à la retraite dès qu'ils réunissent les conditions prévues par cet article. Celui-ci met donc fin au pouvoir que le Gouvernement tenait de la loi de 1844, de maintenir un fonctionnaire en service au delà de l'âge de 65 ans, sans son consentement.

+

+ +

L'article 2 énumère trois cas de cessation définitive de fonctions : la démission d'office, la

.../...

démission volontaire et la révocation. Il ne prévoit pas le cas de l'inaptitude professionnelle définitivement constatée qui, aux termes de l'article 108, 2°, du statut des agents de l'Etat, entraîne la cessation définitive des fonctions.

+

+

+

A l'article 3, il conviendrait de préciser ce qu'il faut entendre par "organismes compétents".

D'autre part, les dispositions de cet article qui confèrent à la veuve et aux orphelins du fonctionnaire décédé des droits à une pension devraient trouver leur place dans le titre II relatif aux pensions des veuves et des orphelins.

+

+

+

A l'article 4, il conviendrait de remplacer "renmis en activité" par "réintégré".

+

+

+

.../...

La terminologie de l'article 5, alinéa 1er, et celle de l'article 6, § 2, alinéa 1er, ne concordent pas. Il conviendrait de remplacer les mots "inaptes à poursuivre l'exercice de leurs fonctions et s'ils ne sont pas susceptibles d'être renployés dans d'autres fonctions", figurant à l'article 5, alinéa 1er, par les termes "définitivement inaptes à poursuivre l'exercice de leurs fonctions et à être renployés dans d'autres fonctions", figurant à l'article 6, § 2.

Les alinéas 2 à 11 de l'article 5 s'inspirent de l'arrêté royal du 18 août 1939 réglant l'organisation des examens médicaux par le service de santé administratif. Ils en reprennent certaines dispositions mais en omettent d'autres.

Il faudrait insérer dans la loi les règles essentielles de cet arrêté, tout en corrigeant sa terminologie juridique imparfaite.

Il y aurait lieu, entre autres, d'indiquer clairement les autorités chargées de statuer en premier degré et en degré d'appel sur l'inaptitude visée par l'article 5 du projet.

.../...

Aux termes de l'article 5, alinéa 3 : "Ces médecins devront avoir la connaissance de la langue ou des langues de la province où ils sont appelés à siéger". Selon les renseignements fournis par le délégué du Gouvernement, il n'entre pas dans les intentions de celui-ci de déroger à l'article 4, § 1er, de la loi du 28 juin 1932 relative à l'emploi des langues en matière administrative. La phrase citée est donc superflue et doit être omise.

+

+ +

A l'article 6, il est fait usage indifféremment des expressions "pension prématurée" et "pension pour infirmité". Pour éviter toute erreur, il conviendrait d'éviter l'emploi des termes "pension pour infirmité".

Au lieu de "La durée minima", il est proposé d'écrire au § 2, alinéa 2 de cet article : "La durée minimum ...".

Par les mots "blessure reçue ou accident survenu", le Gouvernement marque l'intention d'exclure toute pension prématurée pour cause de maladie professionnelle.

+

+ +

.../...

A l'article 7, il conviendrait d'omettre l'indication "§ 1er".

L'article gagnerait en clarté si l'on remplaçait le mot "d'office" par "immédiatement", et si l'on précisait le sens exact des termes "leurs capacités physiques et leurs aptitudes" et ce par rapport aux termes analogues figurant à l'article 5.

+

+ +

Le Conseil d'Etat propose de subdiviser le chapitre III en sections, au lieu de le subdiviser, comme le fait le projet, en A, B, C et D qui sont insérés inadéquatement entre les articles.

+

+ +

L'article 11, en tant qu'il se rapporte aux situations pécuniaires du personnel soumis au projet, n'est pas en concordance avec la terminologie de l'arrêté royal du 16 février 1953 portant statut pécuniaire du personnel des ministères.

De même, les termes "allocations et indemnités" figurant au § 2 ont un sens différent de celui que leur attribue l'arrêté du Régent du 29 mars 1950

.../...

ainsi conféré à l'exécutif. S'agit-il de charger le pouvoir exécutif de trancher des cas d'espèces ou de compléter la loi sur les points considérés comme étant d'importance mineure?

La même observation vaut pour l'article 49.

+

+ +

L'article 20, § 5, interdit le cumul d'une pension prématurée avec des revenus d'origine privée soumis à la taxe professionnelle.

Il y aurait lieu de préciser s'il s'agit d'une pension et de revenus privés afférents à la même année ou à des années différentes. Dans la première hypothèse, le montant de la pension d'une année déterminée ne pourra jamais être établi que dans le courant de l'année suivante.

+

+ +

Pour faire ressortir indiscutablement que la pension de retraite reste gratuite, il faudrait insérer à l'article 32, après les mots "Chapitre 1er", les mots "du titre II".

+

+ +

Les articles 35 et 36 contiennent certaines dispositions qui trouveraient mieux leur place dans la loi sur la comptabilité de l'Etat et d'autres qui pourraient faire l'objet d'une circulaire ministérielle.

+

+ +

.../...

Le projet ne définit pas les termes :
"l'événement donnant ouverture au droit à la pension
de survie" figurant à l'article 50, § 2. Selon les
renseignements fournis par le délégué du Gouvernement,
ces termes ne visent que le décès. L'absence et la
présomption de décès sont donc écartées.

+

+ +

L'article 54 reprend les dispositions de
l'article 6 de l'arrêté royal n°16 du 15 octobre
1934. En vertu de ce texte :

"Les communes sont responsables des paie-
ments que, par leur faute, l'administration effectue
indûment, sauf leur recours contre les personnes
qui les ont acceptés."

A l'époque où cet arrêté a été pris, la
prescription pour le recouvrement de pensions indû-
ment perçues était de trente ans. Ce délai a été
réduit à cinq ans par la loi du 5 mars 1952 modifiant
la loi sur la comptabilité de l'Etat. Il convien-
drait de mettre cet article 54 en harmonie avec la
loi du 5 mars 1952.

+

+ +

La disposition contenue dans l'article
55 trouverait mieux sa place dans la loi organique
de la Cour des comptes.

+

+ +

.../...

Aux termes de l'article 57, les documents produits à l'appui des demandes de pensions ne sont pas soumis au timbre et à l'enregistrement. Il conviendrait d'insérer cette disposition dans le Code du timbre et dans le Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe.

+

+ +

La pension prématurée étant accordée suivant une procédure administrative, il conviendrait que l'article 58 prévoie non seulement l'octroi, mais aussi le refus de la pension par une décision ministérielle motivée.

+

+ +

Aux termes de l'article 63, la femme peut donner quittance d'une pension qu'elle possède sauf opposition du mari. Cette disposition n'est pas en harmonie avec le statut actuel de la femme mariée. Il y aurait lieu de prévoir, à tout le moins, un recours judiciaire contre une opposition injustifiée du mari.

+

+ +

Tel qu'il est rédigé, l'article 64 ne déroge pas aux règles générales de la responsabilité civile lorsque la victime ne demande pas de pension de réparation ou lorsque celle-ci lui a été refusée.

.../...

Le renvoi à la procédure prévue par les lois coordonnées sur les pensions de réparation implique que les commissions doivent comprendre, outre des officiers, un invalide de guerre ou un prisonnier politique. Cette composition n'est pas adaptée à la compétence nouvelle attribuée à ces commissions.

Il conviendrait de préciser dans le temps, quels sont les accidents ou blessures qui pourront être pris en considération pour l'octroi d'une pension de réparation.

En principe, le projet ne dispose que pour l'avenir, mais il se réfère à une loi qui dispose pour le passé, puisqu'elle vise les dommages physiques subis après le 9 mai 1940 et avant le 26 août 1947.

+

+ +

Le § 1er de l'article 68 devrait se borner à reproduire la seconde phrase.

La disposition abrogeant l'arrêté royal du 1er juillet 1937 devrait être reportée dans l'article abrogatoire.

D'autre part, les mots "révisé par divers arrêtés" devraient être remplacés par la mention des arrêtés qui ont modifié l'arrêté du 1er juillet 1937.

Il faudrait que soient abrogés, en outre, les textes qui, sans modifier textuellement l'arrêté

du 1er juillet 1937, ont un rapport avec la Caisse dont la dissolution est prévue.

Le Conseil d'Etat propose :
"Article 68.-

Sont abrogés :

- 1° l'arrêté royal du 30 juin 1937 portant réduction de la retenue sur les pensions des ouvriers mariés, servies par la Caisse des ouvriers du Département des postes, télégraphes et téléphones (1);
- 2° l'arrêté royal du 1er juillet 1937 portant modification aux statuts de la Caisse des ouvriers du Département des postes, télégraphes et téléphones, modifié par l'arrêté royal du 4 janvier 1940, par l'arrêté des secrétaires généraux du 19 août 1942, par les arrêtés du Régent du 19 octobre 1948 et du 7 janvier 1949, et par l'arrêté royal du 19 mars 1952;
- 3° l'arrêté ministériel du 14 novembre 1950 désignant les catégories d'ouvriers du Ministère des Colonies admis à bénéficier des avantages de la Caisse des ouvriers du Département des postes, télégraphes et téléphones;
- 4° l'arrêté ministériel du 23 mai 1951 étendant au personnel de maîtrise, aux gens de métier et de service du Ministère de l'Agriculture, le bénéfice des avantages accordés par la Caisse des ouvriers du Département des postes, télégraphes et téléphones."

+

+ +

.../...

(1) Cette retenue a été supprimée par un arrêté des secrétaires généraux du 19 août 1942, lequel n'a pas été confirmé et est donc frappé de nullité. L'arrêté du 30 juin 1937, bien que non appliqué depuis le 19 avril 1942, est toujours en vigueur.

Il résulte des renseignements fournis par le Gouvernement, que l'article 74 devrait débiter par les mots : "Sans préjudice des dispositions de la présente loi relatives au cumul, les arrérages mensuels...".

+

+ +

Dans l'ignorance où le Conseil d'Etat se trouve quant au champ d'application exact du projet de loi, il lui est impossible de déterminer avec précision l'incidence du projet sur la législation existante.

C'est sous le bénéfice de ces réserves que le Conseil d'Etat propose de rédiger comme suit l'article 75. Il ne peut toutefois garantir, ni que le texte ainsi présenté est complet, ni qu'il est exact, ni que les abrogations qu'il prévoit sont pertinentes.

D'autre part, différentes lois non reprises dans l'article 75 se réfèrent à la loi du 21 juillet 1844, notamment :

la loi du 25 juillet 1867, article 15 (retraite des magistrats);

la loi du 30 juillet 1879, article 3 (éméritat des professeurs d'enseignement supérieur);

la loi du 16 août 1927, article 18 (délégués ouvriers à l'inspection des mines);

la loi du 7 mars 1935, article 2 (sauveteurs volontaires);

.../...

la loi du 23 décembre 1946, articles 52, 53 (Conseil d'Etat);

la loi du 15 avril 1949, article 6 (Conseil des mines).

Faut-il considérer que la loi du 21 juillet 1844 reste applicable aux situations prévues par ces lois spéciales ou, au contraire, la mention de la loi de 1844 doit-elle être remplacée dans ces lois par celle de la loi nouvelle ?

- - -

En rendant la loi du 21 juillet 1844 inapplicable en ce qui concerne les pensions régies par la loi nouvelle, le projet supprimera toute base légale pour l'octroi du titre honorifique aux fonctionnaires mis à la retraite. Le projet ne contient, en effet, aucune disposition analogue à celle de l'article 7 de la loi de 1844.

Texte proposé pour l'article 75.

"Article 75.-

Sont abrogés, en ce qui concerne les pensions régies par la présente loi :

1° la loi générale du 21 juillet 1844 sur les pensions civiles et ecclésiastiques, modifiée par

.../...

les lois du 17 février 1849, du 7 mars 1867, du 10 janvier 1886, du 31 mai 1890 (1), du 8 septembre 1891 (2), du 26 juin 1894, du 24 avril 1900 (3), du 3 juin 1920, par l'arrêté royal n° 16 du 15 octobre 1934, par l'arrêté royal n° 216 du 20 décembre 1935, par la loi du 9 juin 1947;

2° la loi du 17 février 1849 qui modifie la loi sur les pensions civiles et ecclésiastiques, modifiée par les lois du 8 avril 1857 (4), du 10 janvier 1886, par l'arrêté royal n° 16 du 15 octobre 1934, par l'arrêté royal n° 35 du 10 août 1939;

3° l'article 7, alinéa 3, de la loi du 16 mai 1876 sur les pensions des professeurs, instituteurs communaux et de leurs veuves et orphelins (5);

.../...

(1) Cette loi pourrait être dès à présent abrogée in globo; elle ne vise que les pensions des préposés à la conduite des voitures cellulaires, la nouvelle loi la rendra entièrement sans objet.

(2) Ce texte n'est pas mentionné dans le projet.

(3) Le projet ne rend sans application que l'article 6 de cette loi; mais l'article 5 modifie également in terminis la loi du 21 juillet 1844, laquelle est déclarée non applicable in globo aux situations régies par la loi nouvelle; dès lors, il n'y a pas lieu - sous réserve des intentions réelles du Gouvernement - de limiter au seul article 6 la mise hors application de la loi du 24 avril 1900.

(4) Ce texte n'est pas mentionné dans le projet.

(5) Cette disposition ne vise que certains membres du personnel enseignant, dont, aux termes de l'exposé des motifs du projet, une loi spéciale réglera le sort; il semble au surplus que l'alinéa visé est l'alinéa 4 et non l'alinéa 3.

.../...

- 4° les articles 6, 10, dernier alinéa, et 11 de la loi du 31 mars 1884 relative aux dispositions complémentaires de la loi du 16 mai 1876 sur les pensions des professeurs, instituteurs communaux et de leurs veuves et orphelins (1);
- 5° l'article 2 de la loi du 8 avril 1884 modifiant certaines dispositions de la loi du 16 mai 1876 et remplaçant par des dispositions nouvelles l'article 3 de la loi du 26 avril 1865, ainsi que l'article 3 de la loi du 10 mai 1866 (2);
- 6° l'article 1er, dernier alinéa, de la loi du 10 janvier 1886 modifiant les lois du 21 juillet 1844 et du 17 février 1849 sur les pensions civiles;
- 7° l'article 5 de la loi du 25 août 1901 relative à la pension des instituteurs communaux, des instituteurs primaires adoptés et des membres démissionnaires du personnel des écoles normales de l'Etat, de l'inspection et du corps enseignant des écoles primaires (3);

.../...

-
- (1) Il ne s'agit que de personnes dont la pension sera réglée par une loi spéciale.
- (2) Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas la portée de cette abrogation.
- (3) Cette disposition vise "les professeurs, fonctionnaires et employés de l'Etat et les membres du personnel administratif et enseignant des établissements d'enseignement communal"; ces personnes, à l'exclusion des professeurs, seront-elles soumises à la nouvelle loi ou leur pension fera-t-elle l'objet de la loi spéciale mentionnée à l'exposé des motifs ?

.../...

- 8° les articles 2, 4 et 5 de la loi du 18 mai 1912 sur les pensions du personnel enseignant (1);
- 9° la loi du 15 mai 1920 ayant pour but d'assurer aux officiers et agents judiciaires, au point de vue de leurs pensions personnelles et de celles de leurs veuves et orphelins, le bénéfice des services rendus par les intéressés dans la police d'une commune;
- 10° la loi du 3 juin 1920 sur les pensions;
- 11° la loi du 12 mars 1923 concernant l'augmentation des pensions civiques et coloniales;
- 12° la loi du 12 mars 1923 permettant aux personnes autorisées à faire valoir des droits à l'obtention de pensions métropolitaines, de compter le temps de leurs services à la Colonie, modifiée par l'article 2 de la loi du 18 mai 1929;
- 13° la loi du 6 mars 1925 apportant quelques modifications aux lois des 21 juillet 1844 et 3 juin 1920 sur les pensions et accordant une indemnité de vie chère aux victimes civiles de la guerre et à leurs ayants droit;
- 14° la loi du 29 juillet 1926 de péréquation des pensions de retraite servies par le Trésor public,

.../...

(1) Ces dispositions ne visent que des membres du personnel enseignant.

.../...

des pensions à charge des Caisses de prévoyance, etc..., à l'exception de l'article 20, § 1er, alinéas 3 et 4 (1);

- 15° l'article 18, alinéa 4, de la loi du 16 août 1927 modifiant et complétant la loi du 11 avril 1897 instituant des délégués ouvriers à l'inspection des mines de houille;
- 16° l'article 3 de la loi du 18 mai 1929 portant modification à l'article 33 de la loi sur le gouvernement du Congo belge, relatif aux magistrats, fonctionnaires et militaires belges autorisés à accepter des fonctions publiques dans la Colonie, et à l'article 1er de la loi du 12 mars 1923 relatif à la pension de ces agents (2);
- 17° l'article 4 de l'arrêté royal du 31 mai 1933 portant modification au régime des rétributions du personnel de l'Etat;
- 18° l'arrêté royal du 31 mai 1933 portant réduction des pensions à charge de l'Etat, modifié par l'arrêté royal du 14 août 1933, par la loi du 27 décembre 1933, par la loi du 30 juin 1947;
- 19° l'arrêté royal du 28 juin 1933 apportant des modifications au régime du paiement des pensions à charge de l'Etat;

.../...

-
- (1) Le procédé qui consiste à maintenir en vigueur des bribes d'une législation appelée à disparaître dans son ensemble est de mauvaise technique. Si la disposition exceptée de l'abrogation doit être maintenue à titre permanent, il faut la reprendre dans la nouvelle loi.
 - (2) Le projet abroge la loi in globo; or, l'article 1er n'est pas relatif aux pensions et l'article 2 modifie expressément la loi du 12 mars 1923; l'article 4 est une disposition transitoire.

.../...

- 20° la loi du 27 décembre 1933 apportant diverses modifications aux lois sur les pensions à charge du Trésor public, sur les pensions à charge des caisses de prévoyance et à la loi du 25 avril 1933 relative à la pension du personnel communal;
- 21° l'arrêté royal n° 16 du 15 octobre 1934 apportant des modifications à la législation sur les pensions et à l'article 17, modifié par la loi du 29 octobre 1846 relative à l'organisation de la Cour des comptes, confirmé par la loi du 4 mai 1936, à l'exception de l'article 4;
- 22° l'arrêté royal n° 80 du 22 janvier 1935, établissant des mesures tendant à hâter le règlement des pensions de retraite (1);
- 23° l'arrêté royal n° 128 du 26 février 1935 relatif aux pensions de retraite et aux pensions à charge des caisses de prévoyance;
- 24° l'arrêté royal n° 129 du 28 février 1935 étendant aux pensions à charge de l'Etat et des caisses de prévoyance le principe de la variation avec les valeurs de l'index-number (2), modifié par la loi du 29 juin 1937 et par l'arrêté-loi du 30 novembre 1939;
- 25° l'arrêté royal n° 221 du 27 décembre 1935 portant modification à la législation sur les pensions civiles et sur les pensions des veuves et des orphelins, à l'exception de l'article 1er;

.../...

(1) Cette disposition ne figure pas dans le projet.

(2) Cette disposition ne figure pas dans le projet.

.../...

- 26° l'arrêté royal n° 254 du 12 mars 1936 unifiant le régime des pensions des veuves et des orphelins du personnel civil de l'Etat et du personnel assimilé;
- 27° l'article 3 de la loi du 30 décembre 1936 relative ... 3° à la pension des agents du service de sauvetage à l'Administration de la marine ... (1);
- 28° l'article 2 de la loi du 10 juin 1937 relative aux pensions et à la mise en disponibilité des membres du personnel enseignant des écoles adoptées et adoptables ainsi que des écoles normales libres agréées;
- 29° la loi du 29 juin 1937 relative aux pensions de retraite et de survie, modifiée par l'arrêté-loi du 14 février 1946 (2);
- 30° l'arrêté royal n° 46 du 14 septembre 1939 fixant au 1er décembre 1939 la date d'entrée en vigueur de l'arrêté royal n° 35 du 10 août 1939 relatif à la suppression des commissions provinciales des pensions, confirmé par la loi du 16 juin 1947;

.../...

(1) Ce texte n'est pas repris dans la liste figurant au projet; il déclare actifs les services rendus par les agents du service de sauvetage de l'Administration de la marine et est donc en relation directe avec la loi de 1844.

(2) Ces textes ne figurent pas dans le projet.

.../...

- 31° l'arrêté-loi du 1er décembre 1939 relatif aux pensions de retraite et de survie (1);
- 32° l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 portant majoration des pensions de retraite et de survie;
- 33° l'arrêté-loi du 29 octobre 1946 majorant les pensions de retraite et de survie à charge du Trésor public et de la Caisse des ouvriers du département des Communications, modifié par la loi du 14 juillet 1951;
- 34° la loi du 9 juin 1947 portant modification à l'article 8 de l'arrêté royal n° 16 du 15 octobre 1934 et complétant le littéra A de l'article 6 de la loi du 21 juillet 1844, relatifs à la législation sur les pensions;
- 35° l'article 7, 1°, de la loi du 30 juin 1947 modifiant ou complétant différents articles de la législation sur les pensions militaires (2);
- 36° l'article 7 de la loi du 18 août 1948 accordant une indemnité d'attente à certains titulaires de pensions de retraite et de survie;

.../...

(1) Ce texte n'est pas cité dans le projet.

(2) L'article 7 est tout entier relatif à des modifications textuelles à l'arrêté royal du 31 mai 1933, lequel est rendu sans application in globo. Il ne s'indique donc pas de le viser ici, il est déjà cité sous le 18°.

.../...

37° la loi du 4 mai 1949 portant majoration des pensions de retraite et de survie à charge du Trésor public et de la Caisse des ouvriers du Département des postes, télégraphes et téléphones;

38° la loi du 14 juillet 1951 portant péréquation des pensions de retraite et de survie.

Het ontwerp van wet is de vrucht van de werkzaamheden van een commissie ingesteld bij koninklijk besluit van 10 Februari 1951. Het is bestemd om, ten aanzien van de "burgerlijke ambtenaren, beambten en werklieden van de diensten van het algemeen bestuur van het Rijk", in de plaats te komen van de wet van 21 Juli 1844.

De memorie van toelichting wijst op acht belangrijke innovaties ten opzichte van de thans geldende regeling, en kondigt nog andere ontwerpen van pensioenregeling aan, voor het onderwijzend personeel, de magistraten, de Raad van State, de Mijnraad, het Rekenhof, de clerus, de provinciegouverneurs, de arrondissementscommissarissen, de militairen en de rijkswachters, het personeel van provinciën en gemeenten en ten slotte het personeel van de parastatale instellingen. Deze ontwerpen, die de Raad van State onbekend zijn, zullen uitgaan van de beginselen welke aan het onderhavige ontwerp ten grondslag liggen.

De Raad van State moet dus over een fragment van een globale hervorming adviseren. Gelet op het belang van de gestelde rechtsproblemen, ware het wenselijk geweest, had de afdeling wetgeving aan sommige bepalingen een nauwkeuriger en juridisch beter verzorgde redactie kunnen geven. De Regering heeft echter de wens te kennen gegeven, het advies de 5e Januari 1954 te ontvangen, zodat de Raad van State zich tot het maken van enkele algemene opmerkingen moet beperken en geen nieuwe teksten kan voorstellen; evenmin is het hem mogelijk geweest nauwkeurig uit te maken welk het toepassingsgebied van de wet is.

+

+

+

.../...

Over het algemeen stemt de terminologie van het ontwerp niet overeen met die van de onderscheidene administratieve of geldelijke statuten welke thans de toestand van het betreffend personeel regelen. Een herziening van die terminologie ware dus nodig.

+

+ +

In artikel 1 vervange men de woorden : "de burgerlijke ambtenaren, beambten en werklieden" door : "de leden van het burgerlijk personeel".

In de plaats van "diensten van het algemeen bestuur van het Rijk" zegge men "diensten van de Staat". Deze termen moeten dan omschreven worden, en hiervoor kan men aansluiten bij de definitie gegeven in artikel 3 van het koninklijk besluit van 16 Februari 1953 houdende bezoldigingsregeling van het personeel der ministeries.

Krachtens artikel 1 heeft het personeel, waarop het ontwerp toepasselijk is, het recht rustpensioen te eisen, zodra het de in dit artikel gestelde voorwaarden vervult. Hierdoor wordt dus een einde gemaakt aan de macht welke de Regering krachtens de wet van 1844 had, een ambtenaar na zijn 65 jaar zonder zijn toestemming in dienst te behouden.

+

+ +

.../...

Artikel 2 somt drie gevallen van definitieve ambtsneerlegging op : ontslag van ambtswege, ontslag op eigen verzoek en afzetting, maar het spreekt niet van de definitief vastgestelde beroepsongeschiktheid, welke volgens artikel 108, 2°, van het statuut van het Rijkspersoneel ook definitieve ambtsneerlegging medebrengt.

+

+ +

Artikel 3 zou moeten aangeven wat onder "bevoegde organismen" wordt verstaan.

Voorts zouden de bepalingen van dit artikel, welke aan de weduwe en de wezen van de overleden ambtenaar rechten op pensioen verlenen, in titel II betreffende het weduwen- en wezenpensioen moeten worden ondergebracht.

+

+ +

In artikel 4 zijn de woorden "die weder in dienst gesteld worden" te vervangen door : "die opnieuw in dienst worden genomen".

+

+ +

.../...

De terminologie van artikel 5, eerste lid, en die van artikel 6, § 2, eerste lid, stemmen niet geheel overeen. De woorden : "ongeschikt bevonden worden om de uitoefening van hun functie voort te zetten en als zij niet vatbaar zijn voor weder-te-werk-stelling in een andere functie", in artikel 5, eerste lid, zouden moeten vervangen worden door : "definitief ongeschikt bevonden worden om de uitoefening van hun ambt voort te zetten en om in een ander ambt weder te werk gesteld te worden", welke formule in artikel 6, § 2, is gebruikt.

De alinea's 2 tot 11 van artikel 5 zijn geïnspireerd op het koninklijk besluit van 18 Augustus 1939, tot regeling van de inrichting der geneeskundige onderzoekingen door de administratieve gezondheidsdienst. Een aantal bepalingen daaruit worden wel, andere worden niet overgenomen.

De essentiële regelen van dit besluit zouden in de wet moeten worden opgenomen, mits de onvolmaakte rechtsterminologie wordt verbeterd.

Zo zou onder meer duidelijk moeten worden aangegeven welke overheden gelast zijn, in eerste aanleg en op hoger beroep, over de in artikel 5 van het ontwerp genoemde ongeschiktheid uitspraak te doen.

Volgens artikel 5, derde lid, moeten "deze genceesheren ... een grondige kennis bezitten van de taal of van de talen van de provincie waar zij geroepen worden zitting te houden". Naar de gemachtigde ambtenaar verklaarde, is de Regering niet voornemens af te

.../...

wijken van artikel 4, § 1, van de wet van 28 Juni 1932 op het gebruik der talen in bestuurszaken. De aangehaalde volzin moet dus als overbodig wegvallen.

+

+ +

In artikel 6 is nu eens sprake van "vervroegd pensioen", dan van "pensioen wegens gebrekkigheid". Om vergissingen te voorkomen, zou men van de uitdrukking "pensioen wegens gebrekkigheid" moeten afzien.

In § 2, tweede lid, van dat artikel, wordt voorgesteld, in de Franse tekst, de woorden : "La durée minima" te vervangen door "La durée minimum ...".

De woorden "opgelopen kwetsuren of ongevallen" wijzen op de bedoeling van de Regering, ieder vervroegd pensioen wegens beroepsziekte uit te sluiten.

+

+ +

In artikel 7 moet het teken "§ 1" wegvallen.

Het artikel zou aan duidelijkheid winnen indien de woorden "van ambtswege" door het woord "terstond" worden vervangen en indien de juiste betekenis van de termen "hun lichamelijke bekwaamheid en hun geschiktheid" nauwkeuriger werd omschreven, en wel onder vergelijking met de analoge termen in artikel 5.

+

+ +

.../...

De Raad van State stelt voor, hoofdstuk III in te delen in afdelingen liever dan in A, B, C en D, welke niet op hun plaats staan tussen de artikelen.

+
+ +

In zover artikel 11 betrekking heeft op de geldelijke toestanden van het betreffende personeel, stemt de terminologie niet overeen met die van het koninklijk besluit van 16 Februari 1953 houdende bezoldigingsregeling van het personeel der ministeries.

Ook het in § 2 voorkomende woord "vergoedingen" heeft er een andere betekenis dan in het besluit van de Regent van 29 Maart 1950 houdende de algemene regeling van de vergoedingen en toelagen van alle aard door de Schatkist aan het personeel der Rijksbesturen uitgekeerd.

Deze redactie zou bijgevolg aan de hand van voornoemde besluiten moeten worden herzien.

Dezelfde opmerking geldt ten aanzien van artikel 23.

+
+ +

.../...

De diensten die voor het berekenen van het pensioen in aanmerking komen, zijn in artikel 13, § 1, opgesomd volgens de instellingen waar zij werden verstrekt. Deze opsomming is onvolledig : zij spreekt niet van de diensten verstrekt in parastatale instellingen. Het ligt in de bedoeling van de Regering deze materie te regelen in het ontwerp van "wet betreffende de pensioenen van het personeel der parastatale instellingen".

Naar de gemachtigde van de Regering verklaarde, zijn de seculieren mede begrepen in "wereldlijke leden van het personeel der private inrichtingen voor technisch onderwijs" en worden van de toepassing van de wet alleen de leden van een kloosterorde uitgesloten. Ofschoon de term "wereldlijk" vroeger in deze zin geïnterpreteerd werd, ware het nodig in het ontwerp een nauwkeuriger terminologie te gebruiken.

Met de woorden "de wet die de pensioenen van dit personeel beheerst", bedoelt artikel 13, § 1, 3°, b, de bepalingen van een ontwerp van wet dat alleen de Kamer der Volksvertegenwoordigers tot dusver heeft goedgekeurd.

Steeds volgens de gemachtigde van de Regering, dienen onder het woord "Staat" de wetgevende, de rechterlijke en de uitvoerende macht te worden verstaan.

Artikel 13, § 1, 4°, verwijst naar artikel 31 van de wet tot regeling van het lager onderwijs. De wet van 23 Juli 1953 heeft deze bepaling in verschillende

.../...

artikelen gesplitst. Men zou dus moeten verwijzen of wel naar artikel 31 bis of wel, op meer algemene wijze, naar de bepalingen van de wet tot regeling van het lager onderwijs.

+
+ +

In artikel 16, vervange men de uitdrukking "geldige dienstdienst" door de uitdrukking "in aanmerking komende dienst" welke reeds in artikel 12, § 2, is gebruikt.

De in artikel 16, § 1, voorkomende term "basiswedde" is niet duidelijk genoeg.

+
+ +

Volgens artikel 19, § 3, worden de moeilijkheden waartoe de aldaar gegeven omschrijvingen aanleiding mochten geven "bij een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit opgelost". Het ware nuttig dat de Regering de aard van de aldus aan de uitvoerende macht verleende bevoegdheid nader bepaalde. Wil men de uitvoerende macht er mede belasten over bijzondere gevallen uitspraak te doen of de wet aan te vullen op bepaalde punten die van ondergeschikt belang worden geacht ?

Dezelfde opmerking geldt ten aanzien van artikel 49.

+
+ +

.../...

Het ontwerp geeft geen omschrijving voor de in artikel 50, § 2, voorkomende bewoordingen : "de gebeurtenis, welke het recht op het overlevingspensioen doet openvallen". Volgens de gemachtigde van de Regering, wordt daarmee enkel het overlijden bedoeld. Afwezigheid en vermoeden van overlijden zijn dus uitgesloten.

+
+ +

In artikel 54 wordt het bepaalde in artikel 6 van het koninklijk besluit nr 16 van 15 October 1934 overgenomen. Krachtens deze tekst zijn de gemeenten "aansprakelijk voor de betalingen welke het bestuur, door hun fout, ten onrechte doet, behoudens hun verhaal op de personen die ze hebben aangenomen".

Toen dat besluit werd genomen, verjaarde de terugvordering van ten onrechte ontvangen pensioenen na dertig jaar. Deze termijn is op vijf jaar gebracht door de wet van 5 Maart 1952 houdende wijziging van de wet op de Rijkscomptabiliteit. Dit artikel 54 dient dus met de wet van 5 Maart 1952 in overeenstemming te worden gebracht.

+
+ +

.../...

Het bepaalde in artikel 55 ware beter op zijn plaats in de wet op de inrichting van het Rekenhof.

+

+ +

Volgens artikel 57 zijn de documenten, tot staving van de pensioenaanvraag overgelegd, niet aan zegel en registratie onderworpen. Deze bepaling ware op te nemen in het Wetboek van het zegel en in het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten.

+

+ +

Daar het vervroegd pensioen volgens een administratieve procedure wordt toegekend, dient artikel 58 te bepalen dat het pensioen niet alleen verleend, doch ook geweigerd wordt bij een met redenen omklede beslissing van de minister.

+

+ +

Volgens artikel 63 mag de echtgenote, behoudens verzet van de echtgenoot, kwitantie geven van een pensioen dat zij bezit. Deze bepaling strookt niet met het huidige statuut der gehuwde vrouw. Op zijn minst zou een beroep bij de rechter tegen ongerechtvaardigd verzet van de man moeten worden voorzien.

+

+ +

.../...

Zoals artikel 64 luidt, wijkt het niet af van de algemene regelen inzake burgerlijke aansprakelijkheid, wanneer het slachtoffer geen vergoedingspensioen vordert of wanneer dit aan het slachtoffer is geweigerd.

De verwijzing naar de procedure voorgeschreven in de samengeordende wetten op de vergoedingspensioenen, impliceert dat de commissies, behalve officieren, een oorlogsinvalide of een politiek gevangene moeten omvatten. Deze samenstelling beantwoordt niet meer aan de nieuwe bevoegdheid die aan deze commissies wordt toegekend.

Het ware wenselijk in de tijd te bepalen, welke ongevallen of verwondingen voor het toekennen van een vergoedingspensioen in aanmerking kunnen komen.

In beginsel treft het ontwerp slechts voorzieningen voor de toekomst, doch het verwijst naar een wet die bepalingen voor het verleden inhoudt daar zij betrekking heeft op de lichamelijke schade geleden na 9 Mei 1940 en vóór 26 Augustus 1947.

+

+

+

.../...

In § 1 van artikel 68 dient alleen de tweede volzin te worden afgedrukt.

De bepaling tot opheffing van het koninklijk besluit van 1 Juli 1937 ware over te brengen naar het opheffingsartikel.

Voorts zijn de woorden "bij verschillende besluiten herzien" te vervangen door een opgave van de besluiten die het besluit van 1 Juli 1937 hebben gewijzigd.

Bovendien moeten worden opgeheven de bepalingen welke, zonder de tekst van het besluit van 1 Juli 1937 te wijzigen, verband houden met de Kas waarvan de ontbinding in het vooruitzicht wordt gesteld.

De Raad van State stelt voor :

"Artikel 68.-

Opgeheven worden :

- 1° het koninklijk besluit van 30 Juni 1937 houdende vermindering van de korting op de pensioenen der gehuwde werklieden, uitgekeerd door de Werkliedenkas van het Departement van Posterijen, Telegrafie en Telefonie; (1)

.../...

(1) Deze korting is afgeschaft bij een besluit van de secretarissen-generaal van 19 Augustus 1942, dat niet bekrachtigd en dus nietig is. Ofschoon het besluit van 30 Juni 1937 sedert 19 Augustus 1942 niet meer toegepast wordt, is het altijd van kracht.

- 2° het koninklijk besluit van 1 Juli 1937 tot wijziging van de statuten van de Werkliedenkas van het Departement van Posterijen, Telegrafie en Telefonie, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 4 Januari 1940, bij het besluit van de secretarissen-generaal van 19 Augustus 1942, bij de besluiten van de Regent van 19 October 1948 en van 7 Januari 1949, en bij het koninklijk besluit van 19 Maart 1952;
- 3° het ministerieel besluit van 14 November 1950 tot aanwijzing van de categorieën van werklieden aan het Ministerie van Koloniën die in aanmerking komen voor de voordelen van de Werkliedenkas van het Departement van Posterijen, Telegrafie en Telefonie;
- 4° het ministerieel besluit van 23 Mei 1951 waarbij aan het meesters-, vak- en dienstpersoneel van het Ministerie van Landbouw worden verleend de voordelen toegekend door de Werkliedenkas van het Departement van Posterijen, Telegrafie en Telefonie."

+

+

+

Uit de inlichtingen die door de Regering worden verstrekt, volgt dat artikel 74 zou moeten beginnen met de woorden : "Onverminderd hetgeen in deze wet ter zake van cumulatie is bepaald, worden de maandtermijnen".

+

+

+

.../...

Aangezien het toepassingsgebied van het ontwerp de Raad van State niet nauwkeurig bekend is, kan hij niet met zekerheid vaststellen welke invloed het op de bestaande wetgeving zal hebben.

Slechts onder dit voorbehoud dus, beveelt de Raad van State de volgende redactie aan voor artikel 75. Hij kan er evenwel niet voor instaan dat deze tekst volledig en nauwkeurig is, noch dat de opheffingen ter zake dienend zijn.

Voorts verwijzen talrijke wetten welke in artikel 75 niet vermeld worden, naar de wet van 21 Juli 1844, en wel :

de wet van 25 Juli 1867, artikel 15 (inrustestelling der magistraten);

de wet van 30 Juli 1879, artikel 3 (emeritaat van de professoren van het hoger onderwijs);

de wet van 16 Augustus 1927, artikel 18 (afgevaardigden werklieden bij het toezicht op de steenkolenmijnen);

de wet van 7 Maart 1935, artikel 2 (vrijwilligers redders);

de wet van 23 December 1946, artikelen 52, 53 (Raad van State);

de wet van 15 April 1949, artikel 6 (Mijnraad).

Moet worden aangenomen dat de wet van 21 Juli 1844 van toepassing blijft op de bij deze bijzondere wetten bedoelde toestanden of dient, integendeel, de verwijzing naar de wet van 1844 in deze wetten worden vervangen door een verwijzing naar de nieuwe wet?

Door de wet van 21 Juli 1844 buiten toepassing te verklaren ten aanzien van de pensioenen welke door de nieuwe wet worden geregeld, neemt het ontwerp elke rechtsgrond weg voor het verlenen van de eretitel aan de oprustg stelde ambtenaar. In het ontwerp komt immers geen enkele bepaling voor welke analoog is met die van artikel 7 van de wet van 1844.

Tekst voorgesteld voor artikel 75.

Artikel 75.-

Opgeheven worden, wat de bij deze wet geregelde pensioenen betreft :

1° de algemene wet van 21 Juli 1844 op de burgerlijke en kerkelijke pensioenen, gewijzigd bij de wetten van 17 Februari 1849, 7 Maart 1867, 10 Januari 1886, 31 Mei 1890 (1), 8 September 1891 (2), 26 Juni 1894, 24 April 1900 (3), 3 Juni 1920, bij het koninklijk besluit nr 16 van 15 October 1934, bij het koninklijk besluit nr 216 van 20 December 1935, bij de wet van 9 Juni 1947;

.../...

-
- (1) Deze wet zou nu reeds in globo kunnen opgeheven worden; zij heeft enkel betrekking op de pensioenen van de toezieners over het vervoer der colrijtuigen, en wordt ingevolge de nieuwe wet geheel overbodig.
- (2) Deze tekst wordt in het ontwerp niet aangehaald.
- (3) Alleen artikel 6 van deze wet wordt door het ontwerp buiten toepassing gesteld; de wet van 21 Juli 1844 wordt door artikel 5 ook in terminis gewijzigd, terwijl deze in globo niet meer van toepassing verklaard wordt op de toestanden welke de nieuwe wet regelt; er is derhalve geen reden om - onder voorbehoud van de ware bedoeling van de Regering - enkel artikel 6 van de wet van 24 April 1900 buiten toepassing te laten.

- 2° de wet van 17 Februari 1849 waarbij de wet op de burgerlijke en kerkelijke pensioenen gewijzigd wordt, gewijzigd bij de wetten van 8 April 1857 (1), 10 Januari 1886, bij het koninklijk besluit nr 16 van 15 October 1934, bij het koninklijk besluit nr 35 van 10 Augustus 1939;
- 3° artikel 7, derde lid, van de wet van 16 Mei 1876 op de pensioenen der gemeentelijke leraars en onderwijzers en hunner weduwen en wezen (2);
- 4° de artikelen 6, 10, laatste lid, en 11 van de wet van 31 Maart 1884 betreffende de volledigende bepalingen der wet van 16 Mei 1876 op de pensioenen der gemeentelijke leraars en onderwijzers en hunner weduwen en wezen (3);
- 5° artikel 2 van de wet van 8 April 1884 wijzigingen toebringende aan zekere bepalingen der wet van 16 Mei 1876 en door nieuwe bepalingen vervangende het artikel 3 der wet van 26 April 1865 alsook het artikel 3 der wet van 10 Mei 1866 (4);

.../...

-
- (1) Deze tekst wordt in het ontwerp niet aangehaald.
- (2) Bij deze bepaling worden alleen sommige leden van het onderwijzend personeel bedoeld wier toestand, volgens de memorie van toelichting, door een bijzondere wet zal geregeld worden; het blijkt bovendien dat het vierde lid en niet het derde lid wordt bedoeld.
- (3) Het betreft hier slechts personen wier pensioen door een bijzondere wet zal worden geregeld.
- (4) Het is de Raad van State niet duidelijk welke de strekking is van deze opheffing.

- 6° artikel 1, laatste lid, van de wet van 10 Januari 1886 houdende wijziging der wetten van 21 Juli 1844 en van 17 Februari 1849 op de burgerlijke pensioenen;
- 7° artikel 5 van de wet van 25 Augustus 1901 betreffende het pensioen der gemeente onderwijzers, der aangenomen lagere onderwijzers en der ontslaggevende leden van de Staatsnormaalscholen, van het opzicht en van het onderwijzend korps der lagere scholen (1);
- 8° de artikelen 2, 4 en 5 van de wet van 18 Mei 1912 op de pensioenen van het onderwijzend personeel (2)
- 9° de wet van 15 Mei 1920 waarbij, ten behoeve van de rechterlijke officieren en agenten, schikkingen worden genomen om hen, met het oog op hun eigen pensioen en dat van hunne weduwen en wezen, het voordeel te doen genieten van de diensten door de betrokkenen bij de politie en gemeente be-
wezen;

.../...

-
- (1) Deze bepaling bedoelt "de professors, ambtenaren en beambten van de Staat en de leden van het behorend en onderwijzend personeel uit de onderwijsinrichtingen der gemeenten"; zal de nieuwe wet gelden voor deze personen, met uitzondering van de professoren, of zal hun pensioen worden geregeld bij de bijzondere wet waarvan de memorie van toelichting gewaagt?
- (2) Deze bepalingen gelden enkel voor de leden van het onderwijzend personeel.

- 10° de wet van 3 Juni 1920 op de pensioenen;
- 11° de wet van 12 Maart 1923 betreffende de verhoging der burgerlijke en koloniale pensioenen;
- 12° de wet van 12 Maart 1923 tot machtiging aan de personen die gerechtigd zijn hunne aanspraak op pensioenen in het moederland te doen gelden de tijd hunner in de kolonie verleende diensten mede te rekenen, gewijzigd bij artikel 2 van de wet van 18 Mei 1929;
- 13° de wet van 6 Maart 1925 waarbij enkele wijzigingen gebracht worden in de wetten van 21 Juli 1844 en van 3 Juni 1920 op de pensioenen en een duarte-toeslag verleend wordt aan de burgerlijke slachtoffers van de oorlog en aan hunne rechthebbenden;
- 14° de wet van 29 Juli 1926 houdende perkwatie van de rustpensioenen uitgekeerd door de Staatskas, van de pensioenen ten laste der Voorzorgskassen, enz... met uitzondering van artikel 20, § 1, derde en vierde lid (1);
- 15° artikel 18, vierde lid, van de wet van 16 Augustus 1927 tot wijziging en aanvulling der wet van 11 April 1897 waarbij afgevaardigden-werklieden bij het toezicht der steenkoolmijnen hun ambt uitoefenen;

.../...

(1) Het is technisch verkeerd bepalingen van een wetgeving die in haar geheel zal verdwijnen in stand te houden. Indien men de bepaling waarvan de opheffing niet is voorgenomen blijvend wenst te behouden, moet ze in de nieuwe wet worden opgenomen.

- 16° artikel 3 van de wet van 18 Mei 1929 houdende wijziging aan artikel 33 uit de wet op het beheer van Belgisch-Congo, betreffende de Belgische magistraten, ambtenaren en militairen die gemachtigd zijn openbare ambten in de Kolonie te aanvaarden, en aan artikel 1 uit de wet van 12 Maart 1923 op de pensioenen dezer agenten (1);
- 17° artikel 4 van het koninklijk besluit van 31 Mei 1933 houdende wijziging van het regime der Rijks-personeelbezoldiging;
- 18° het koninklijk besluit van 31 Mei 1933 houdende vermindering van de Rijkspensioenen, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 14 Augustus 1933, bij de wet van 27 December 1933, bij de wet van 30 Juni 1947;
- 19° het koninklijk besluit van 28 Juni 1933 dat wijzigingen aanbrengt aan het betalingsregime der pensioenen ten bezware van de Staat;
- 20° de wet van 27 December 1933 waarbij verschillende wijzigingen worden aangebracht aan de wetten op de pensioenen ten laste van 's Rijks Schatkist, op de pensioenen ten laste van de voorzorgskassen en aan de wet van 25 April 1933 op het pensioen van het gemeentepersoneel;

.../...

(1) Het ontwerp heeft de wet globaal op; doch artikel 1 heeft geen betrekking op de pensioenen en artikel 2 wijzigt uitdrukkelijk de wet van 12 Maart 1923; artikel 4 is een overgangsbepaling.

- 21° het koninklijk besluit nr 16 van 15 October 1934 waarbij wijzigingen worden gebracht aan de wetgeving op de pensioenen en aan het gewijzigd artikel 17 der wet van 29 October 1846 betreffende de inrichting van het Rekephof, bekrachtigd bij de wet van 4 Mei 1936, met uitzondering van artikel 4;
- 22° het koninklijk besluit nr 80 van 22 Januari 1935 houdende maatregelen ter bespoediging van de regeling der rustpensioenen (1);
- 23° het koninklijk besluit nr 128 van 26 Februari 1935 betreffende de rustpensioenen en de pensioenen ten bezware van de verzorgskassen;
- 24° het koninklijk besluit nr 129 van 28 Februari 1935 houdende uitbreiding op de pensioenen ten bezware van de Staat en van de verzorgskassen van het beginsel van mobiliteit met de waarden van het indexcijfer (2), gewijzigd bij de wet van 29 Juni 1937 en bij de besluitwet van 30 November 1939;
- 25° het koninklijk besluit nr 221 van 27 December 1935 houdende wijziging van de wetgeving op de burgerlijke pensioenen en op de weduwen- en wezenpensioenen, met uitzondering van artikel 1;

.../...

(1) Deze bepaling komt niet voor in het ontwerp.

(2) Deze bepaling komt niet voor in het ontwerp.

- 26° het koninklijk besluit nr 254 van 12 Maart 1936 waarbij eenheid wordt gebracht in het regime van de pensioenen der weduwen en wezen van het burgerlijk Staatspersoneel en het daarmede gelijkgesteld personeel;
- 27° artikel 3 van de wet van 30 December 1936 betreffende ... 3° het pensioen van het personeel van de reddingsdienst van het Bestuur van het zeewezen ... (1);
- 28° artikel 2 van de wet van 10 Juni 1937 in zake de pensioenen en de terbeschikkingstelling van de leden van het onderwijzend personeel der aangenomen en aanneembare scholen zomede van de erkende vrije normaalscholen;
- 29° de wet van 29 Juni 1937 betreffende de rust- en overlevingspensioenen, gewijzigd bij de besluitwet van 14 Februari 1946 (2);

.../...

(1) Deze tekst komt niet voor op de in het ontwerp gegeven lijst; hij bepaalt dat als werkelijke dienst worden beschouwd de diensten bewezen door de bedienden van de reddingsdienst van het Bestuur van het zeewezen en houdt dus rechtstreeks verband met de wet van 1844.

(2) Die teksten komen niet voor in het ontwerp.

- 30° het koninklijk besluit nr 46 van 14 September 1939 waarbij de datum van inwerkingtreding van het koninklijk besluit nr 35 van 10 Augustus 1939 tot afschaffing van de provinciale pensioencommissies wordt vastgesteld op 1 December 1939, bekrachtigd bij de wet van 16 Juni 1947;
- 31° de besluitwet van 1 December 1939 betreffende de rust- en overlevingspensioenen (1);
- 32° de besluitwet van 28 December 1944 houdende verhoging van de rust- en overlevingspensioenen;
- 33° de besluitwet van 29 October 1946 houdende verhoging van de rust- en overlevingspensioenen ten bezware van de Openbare Schatkist en van de Kas der werklieden van het Departement van Verkeerswezen, gewijzigd bij de wet van 14 Juli 1951;
- 34° de wet van 9 Juni 1947 tot wijziging van artikel 8 van het koninklijk besluit nr 16 van 15 October 1934 en tot aanvulling van littera A van artikel 6 der wet van 21 Juli 1844, die betrekking hebben op de wetgeving op de pensioenen;

...../.....

(1) Deze tekst wordt in het ontwerp niet aangehaald.

- 35° artikel 7, 1°, van de wet van 30 Juni 1947 houdende wijziging of aanvulling van verschillende artikelen der wetten op de militaire pensioenen (1);
- 36° artikel 7 der wet van 18 Augustus 1948 houdende toekenning van een wachtvergoeding aan sommige gerechtigden op rust- en overlevingspensioenen;
- 37° de wet van 4 Mei 1949 houdende verhoging van de rust- en overlevingspensioenen ten bezware van de Schatkist en van de werklieden van het Departement van Posterijen, Telegrafie en Telefonie;
- 38° de wet van 14 Juli 1951 houdende perekwatie van de rust- en overlevingspensioenen.

.../...

(1) Artikel 7 heeft in zijn geheel betrekking op tekstwijzigingen in het koninklijk besluit van 31 Mei 1933, dat globaal huiten toepassing wordt gesteld. Het is dus niet aangewezen er hier naar te verwijzen, daar het reeds onder 18° wordt aangehaald.

Met betrekking tot de Nederlandse tekst zijn voorts de volgende opmerkingen te maken.

In artikel 13, tweede en derde lid, Nederlandse tekst, staat er geen equivalent voor "chargés de cours".

In artikel 14, § 4, schrijve men met het oog op de overeenstemming der teksten : "ambtenaren, beambten en werklieden van de Staat".

Men gebruike in het ontwerp dezelfde termen voor dezelfde begrippen en instellingen.

Aldus schrijve men "Openbare Schatkist" in plaats van "Schatkist" of "'s Rijks Schatkist"; "ambt" in plaats van "functie" of "betrekking"; "belanghebbenden" in plaats van "betrokkenen"; "lid" in plaats van "alinea"; "elementen" in plaats van "bestanddelen"; een zelfde uitdrukking voor "position de disponibilité" in plaats van "beschikbaar gesteld" (artikel 9) of "de stand van ter beschikking" (artikel 12); een zelfde uitdrukking voor "à charge de l'Etat" in plaats van "ten laste van de Staat" of "ten bezware van het Rijk"; "onder" in plaats van "sub"; "bedoeld" in plaats van "beoogd"; "verwondingen opgelopen of ongevallen overkomen" (artikel 16) in plaats van "kwetsuren en ongevallen opgelopen" (artikel 6); "Rijkspersoneel" in plaats van "Staatspersoneel" (artikel 18).

.../...

In artikel 19 schrijve men zoals in artikel 20 :

"1° op het pensioen gecumuleerd met de wedde van een bijkomende functie ;

2° op de pensioenen voortvloeiende uit bijkomende functiën".

In artikel 26 schrijve men " in de uitoefening of ter gelegenheid van de uitoefening ..." zoals in artikel 6; "ontslagen, afgetreden of afgezet" (in artikel 27) zoals in artikel 3; "het huwelijk heeft plaats gehad" (artikelen 26 en 46), zoals in artikel 29; "Natuurlijk kind" (artikel 30); "de Minister tot wiens bevoegdheid het bestuur der pensioenen behoort" (artikelen 31 en 39); "de benoeming in vast verband" (artikel 33) zoals in artikel 1; "in aanmerking komende diensten" (artikel 38) zoals in artikel 37 ; "de rechtverkrijgenden" (artikel 45) zoals in de titel.

Men vermijde de in het Nederlands ongewone constructie "Zijn uitgesloten" (artikel 11), "telt eveneens voor zijn werkelijke duur" (artikel 12) en schrijve : "Uitgesloten zijn"; "Voor zijn werkelijke duur telt eveneens"; "Recht op pensioen verlenen" (artikel 13); "Als dienstdtijd bij ... wordt geteld" ; "Voor het dubbel van zijn duur wordt geteld"; "Deze verdubbeling kunnen evenwel niet genieten" (artikel 14), alsook in de artikelen 19, 23, 34, 35, enz.

Ter vervanging van "voorbarig pensioen" gebruike men "vervroegd pensioen". In de plaats van "voorzien" schrijve men "bepaald", "bedoeld", "omgeschreven" enz. volgens het zinsverband.

.../...

In artikel 11 schrijve men "bij toepassing"; in artikel 13 "de wet die de pensioenen van dit personeel regelt", "de diensten verricht", "bewijzen" in plaats van "rechtvaardigingen"; in artikel 17 "verstaat men onder ...", en in artikel 13 "onder leden van het onderwijzend personeel", in artikel 20 "is slechts veroorloofd tot het organiek bedrag der wedde", in artikel 23 "presentiegelden", in artikel 24 "met inachtneming van de gezamenlijke diensten", in artikel 31 "kan het ganse ... toewijzen aan of handhaven ten behoeve van de wees", "de wijze van toepassing van dit besluit" (ook in artikel 33); in artikel 33 "mits hij een bijdrage stort welke"; in artikel 41 "tot vijf en twintig jaar niet inbegrepen"; in artikel 43 "bij voorkomend geval" in plaats van "desvoorkomend"; in artikel 48 "gedeelten van een frank", "geldend" in plaats van "vigerend"; artikel 61 "tot het beloop van".

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs : J. SUTENS,
de Heren :

premier président du président,
Conseil d'Etat, eerste-voorzitter van voorzitter,
de Raad van State,

M. SOETERHAUSEN,
G. VAN BUNNEN,

conscillers d'Etat,
raadsheren van State,

L. FREDERICQ,
J. LIMPENS,

assesseurs de la sec-
tion de législation,
bijzitters van de af-
deling wetgeving,

G. PIQUET,

greffier adjoint, greffier.
adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la ver-
sion française et la version
néerlandaise a été vérifiée sous
le contrôle de M. SUTENS.

De overeenstemming tussen
de Franse en de Nederlandse
tekst werd nagezien onder toe-
zicht van de H. SUTENS.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(signé) G. PIQUET.

(signé) J. SUTENS.

des Finances.
van Financiën.

expédition délivrée à M. le Ministre
uitgifte afgeleverd aan de H. Minister

Le

1954. De

1954.

Le Greffier du Conseil d'Etat,

De Griffier van de Raad van State,